



# VILLE DE NICE

ARRETE DE POLICE GENERALE N°2022DPGR027

**ARRETE D'INTERDICTION D'ACCES ET D'OCCUPATION : 11-13 rue de Belgique**

## LE MAIRE DE LA VILLE DE NICE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-4, L.2214-3, dans leur version applicable à la présente procédure,

VU la fiche d'interdiction provisoire d'évoluer dans l'immeuble sis à NICE, 11-13 rue de Belgique (parcelle cadastrée LA0105) du 27 mai 2022,

VU le rapport de visite du 27 mai 2022 établi par la Direction de la Prévention et de la Gestion des risques de la Ville de Nice,

**CONSIDERANT** que le rapport de visite précité établi par deux agents assermentés de la Direction de la Prévention et de la Gestion des risques de la Ville de Nice suite à un incendie qui s'est déclaré dans l'immeuble sis à NICE, 11-13 rue de Belgique, parcelle cadastrée LA0105, mentionne que l'ensemble des appartements du 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> étage ont fait l'objet d'une dégradation importante

**CONSIDERANT** que cette situation compromet la sécurité des passants et des occupants de l'immeuble concerné compte tenu du risque de fragilité des planchers,

**CONSIDERANT** qu'au titre des pouvoirs de police générale, il appartient au Maire de prendre toute précaution utile pour préserver la sécurité publique sur son territoire,

**CONSIDERANT** qu'il convient par conséquent de prononcer l'interdiction d'évoluer dans les appartements du 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> étage jusqu'à ce que les mesures de sécurité soient mises en œuvre,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Sont interdits d'accès et d'occupation, les appartements du 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> étage de l'immeuble sis à NICE, 11-13 rue de Belgique (parcelle cadastrée LA0105),

Cette interdiction d'accès s'impose à tous, à l'exception des services de secours, experts désignés, hommes de l'art et préposés des entreprises en charge des travaux de mise en sécurité ainsi qu'aux agents de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques. Ces visites et ces interventions seront réalisées sous leur responsabilité.

En cas de maintien dans les lieux, il sera procédé à l'évacuation d'office des locaux occupés avec le concours des forces de police étatisées, chargées d'exécuter les arrêtés de police du Maire de Nice conformément aux dispositions de l'article L.2214-3 du code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 2 :**

La levée de l'interdiction d'accès et d'occupation ordonnée à l'article 1 du présent arrêté est subordonnée à la mise en œuvre de mesures permettant de lever le danger.

### **ARTICLE 3 :**

Les mesures prescrites par les articles 1 et 2 du présent arrêté ne pourront être levées qu'après la prise d'un nouvel arrêté municipal constatant la mise en œuvre de mesures permettant de lever le danger.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera notifié au syndic gestionnaire de l'immeuble :

- [REDACTED] 5000 NICE.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs.

Il sera également affiché sur place.

### **ARTICLE 5 :**

Pour faire appliquer les mesures prescrites par l'article 1 et 2 du présent arrêté, la Ville de Nice pourra recourir, en tant que besoin, au concours de la force publique.

## **ARTICLE 6 :**

Les personnes physiques et morales visées à l'article 4 du présent arrêté peuvent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté :

- **Saisir le Maire d'un recours gracieux,**

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois :

- soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux,
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé réception de demande de recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- **Saisir le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux,**

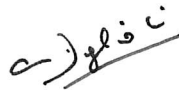
Les particuliers peuvent déposer leur recours et s'adresser par la voie électronique au tribunal à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <https://www.telerecours.fr>

## **ARTICLE 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Nice et Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait en l'Hôtel de Ville de NICE, le - 3 JUIN 2022**

**Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur de la Prévention et de la  
Gestion des Risques**



**Anne-Marie DOGLIOLI**